

POINT CONJONCTUREL AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2010

Amélie FIEVET

Rédaction achevée le 16 juin 2010

## CONTEXTE NATIONAL

Comme prévu dans la note de conjoncture précédente, l'activité de l'économie française a fortement décéléré au premier trimestre 2010 : +0,1 % après +0,5 % au quatrième trimestre 2009. Toutes les économies européennes ont souffert d'une demande intérieure atone. La consommation des ménages a stagné tandis que les échanges extérieurs étaient plus dynamiques que prévu. Au deuxième trimestre 2010, suivant la tendance générale, la reprise de l'économie française s'accélérerait : la croissance du produit intérieur brut progresserait de +0,5 %. L'amélioration de l'activité serait rendue possible par la reprise de l'investissement des entreprises en produits manufacturés et en services. Les prévisions d'exportations seraient à la hausse et le commerce mondial resterait dynamique.

L'emploi total avait fortement baissé en 2009 dans le sillage de la chute de l'activité. Avec les premiers effets de la reprise, l'emploi marchand non agricole est reparti à la hausse et progresserait légèrement sur toute l'année 2010. En revanche, l'emploi dans les secteurs non marchands diminuerait au second semestre avec la baisse des entrées dans les dispositifs de contrats aidés.

Après 6 trimestres de hausse qui l'ont ramené à son niveau de 1999, le taux de chômage serait stable tout au long de l'année 2010, à 9,5 % en France métropolitaine.

## SYNTHÈSE RÉGIONALE

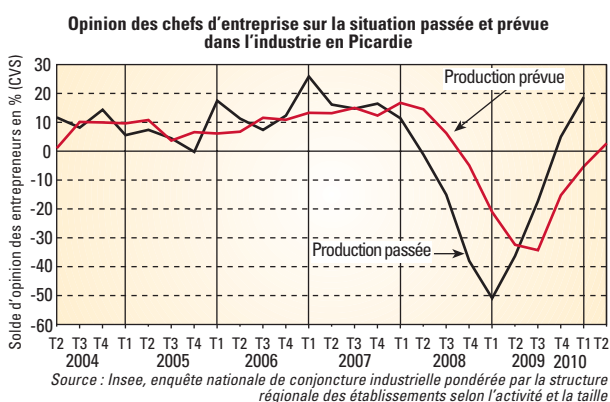
**Le mouvement de reprise continue en Picardie.** Les professionnels confirment une meilleure tenue de leur activité dans l'industrie et les services au début de l'année 2010. Dans le secteur du bâtiment, la conjoncture est au contraire toujours très dégradée dans le second œuvre. Elle se redresse cependant dans le gros œuvre.

**Pour la première fois depuis deux ans, le chômage diminue en Picardie.** Néanmoins, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est encore en hausse au premier trimestre 2010 par rapport au premier trimestre de l'année dernière. L'emploi salarié des secteurs marchands diminue de 0,3 % au niveau régional.

**Les créations d'entreprises atteignent de nouveau un niveau record au début de l'année 2010** en Picardie, comme en France. Le rythme de créations d'entreprises, très supérieur à la moyenne de longue période, est lié au succès du statut d'auto-entrepreneur, entré en vigueur en 2009. Ce nouveau statut concerne plus de 60 % des créations.

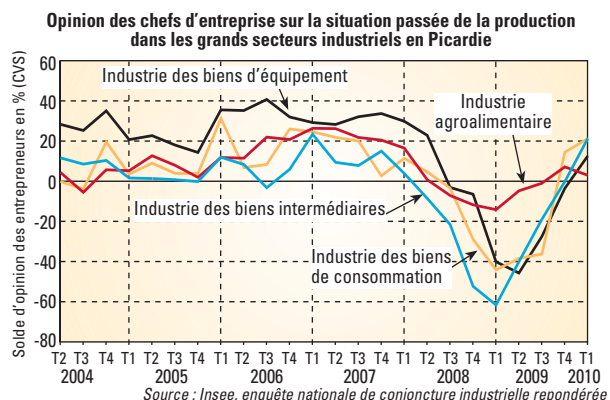
**S**elon les enquêtes de conjoncture d'avril 2010, **l'activité industrielle a poursuivi sa progression à un rythme soutenu au premier trimestre 2010**. La demande adressée aux industriels a continué d'évoluer au début de l'année 2010, les carnets de commandes se regarnissent mais sont toujours considérés comme peu étoffés. Les stocks de produits finis sont de nouveau jugés très faibles. Les industriels sont optimistes. Ils prévoient une poursuite du redressement de l'activité pour les trois prochains mois.

En France, la conjoncture industrielle continue de s'améliorer au premier trimestre. Les entrepreneurs estiment que leur activité passée est dynamique. Les perspectives personnelles de production pour le deuxième trimestre progressent mais sont toujours inférieures à leur niveau de longue période.



En Picardie, l'activité a progressé dans tous les secteurs de l'industrie au début de l'année 2010. Le rythme de la production est en hausse dans l'industrie des biens de consommation, des biens intermédiaires et dans ceux de l'équipement. Dans l'industrie agroalimentaire, l'activité a progressé à un rythme plus faible qu'en fin d'année 2009. Dans les quatre secteurs, les carnets de commandes se regarnissent mais restent toujours inférieurs à leur niveau moyen de longue période. Pour le deuxième trimestre 2010, les industriels anticipent une amélioration de leur activité quel que soit le secteur.

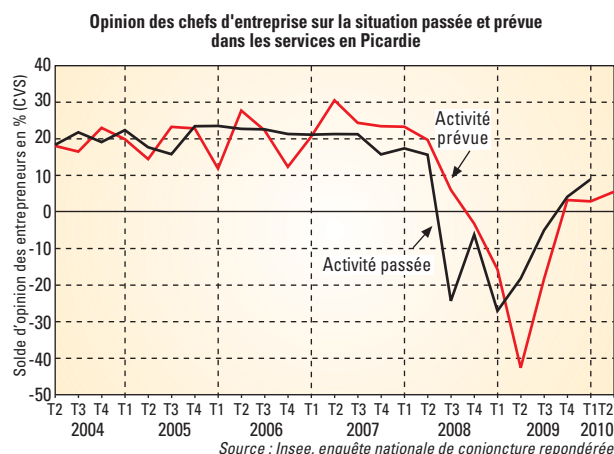
**Dans les services, l'activité s'est consolidée au début de l'année 2010**, après une reprise progressive les trimestres précédents. Au premier trimestre 2010, l'activité s'est nettement améliorée dans les services aux particuliers. Dans les services aux entreprises, l'évolution de l'activité s'est



poursuivie au même rythme qu'en fin d'année 2009. Dans les activités immobilières, les professionnels font état d'une progression de leur chiffre d'affaires. Les entrepreneurs sont plus confiants pour le deuxième trimestre 2010 qu'aux trimestres précédents.

Le résultat d'exploitation est légèrement plus dégradé au début 2010 mais il devrait s'améliorer au cours des trois prochains mois.

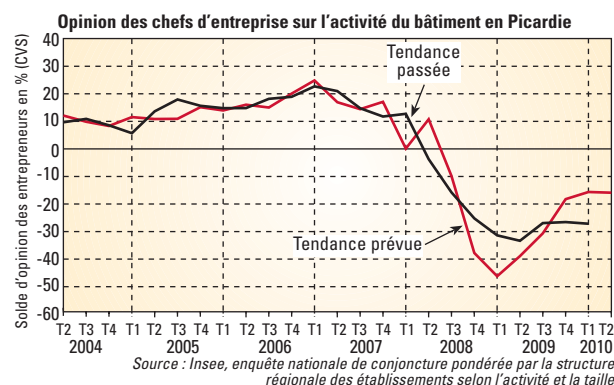
En France, la conjoncture progresse sensiblement dans les services. Les entrepreneurs s'attendent à une augmentation de la demande dans les mois à venir.



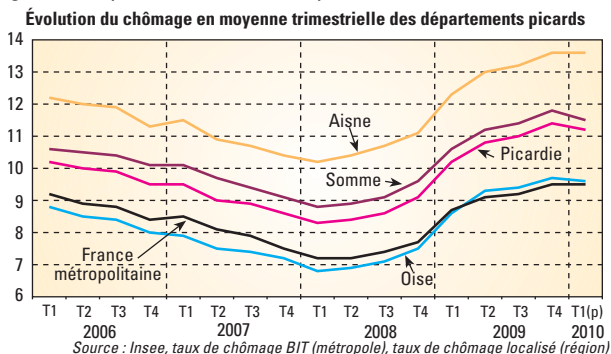
**Selon les enquêtes de conjoncture dans le bâtiment d'avril 2010, le rythme de l'activité en Picardie se redresse dans le gros œuvre mais continue de se dégrader dans le second œuvre.** La production reste nettement inférieure à son niveau d'avant la crise. L'activité liée à la construction de bâtiment neuf baisse au même rythme qu'en fin d'année 2009, celle liée au logement neuf se redresse légèrement. La conjoncture est mieux orientée pour les travaux d'entretien et d'amélioration que dans les autres secteurs, mais l'activité est jugée en repli au premier trimestre 2010. Pour le deuxième trimestre, l'activité devrait poursuivre sa baisse au même rythme qu'au début de l'année.

L'opinion des chefs d'entreprises sur l'état de leurs carnets de commandes continue de se dégrader. La situation de la trésorerie de l'ensemble du secteur est jugée de plus en plus difficile et les délais de paiement de la clientèle restent stables.

En France, l'activité est toujours en repli au début de l'année 2010. Cette baisse devrait se poursuivre dans les prochains mois, mais à un rythme moindre.



**A**u premier trimestre 2010, le taux de chômage enregistré pour la première fois depuis deux ans une baisse (-0,2 point) et atteint 11,2 % en Picardie. En France, le taux de chômage s'est stabilisé. Il s'établit à 9,5 % de la population active, soit plus de 2,7 millions de personnes. Parmi les trois départements picards, seuls la Somme et l'Oise connaissent une baisse du chômage. C'est dans la Somme que la diminution est la plus importante (-0,3 point) et atteint ainsi 11,5 %. Dans l'Oise, le taux de chômage localisé s'élève à 9,6 %, soit une baisse de 0,1 point. Le chômage dans l'Aisne reste stable début 2010, après avoir atteint un nouveau taux record au quatrième trimestre 2009 (13,6 %). L'Aisne est le département le plus touché par le chômage de la région. Sur un an, le chômage a progressé de 1,0 point dans la région et 0,8 point en France métropolitaine.



**Au 31 mars 2010, la région a connu une nouvelle hausse de la demande d'emploi, suite aux difficultés économiques des entreprises.** Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi) a augmenté de 7,5 % en Picardie par rapport à mars 2009. Néanmoins, ce nombre a diminué en février et en mars 2010, ce qui explique la baisse du chômage de ce trimestre au niveau régional. En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît plus vite qu'en Picardie (+9,9 %). Les demandes d'emploi sont en hausse dans les trois départements picards. La progression du nombre de demandeurs d'emploi dans les trois départements est inférieure au niveau national. Le département de l'Aisne enregistre la plus forte augmentation (+9,3 %). Dans l'Oise et la Somme, la demande d'emploi a progressé respectivement de 7,5 % et 5,4 %.

La part des moins de 25 ans est plus faible fin mars (21,5 %) que fin décembre 2009 (25,0 %). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente moins vite chez les jeunes (+2,6 %) que dans le reste de la population active. Les hommes sont plus touchés par la hausse de la demande d'emploi que les femmes (respectivement +10,3 % et +4,3 %).

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi au 31/03/09**

	Demandeurs d'emploi (en milliers)	Évolution sur 1 an (en %)	Part des moins de 25 ans (en %)	Part des femmes (en %)
Aisne	30,1	9,3	21,6	44,6
Oise	34,9	7,5	20,8	46,4
Somme	27,5	5,4	22,2	44,6
<b>Picardie</b>	<b>92,5</b>	<b>7,5</b>	<b>21,5</b>	<b>45,2</b>
France	2 690,0	9,9	16,2	46,1

Source : Direccte - Champ : DEFM de catégorie A (données brutes)

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, les effectifs salariés ont diminué de 0,3 % en Picardie, soit une perte d'environ 1 300 emplois.** Bien que le rythme des pertes d'emplois se soit ralenti par rapport au trimestre précédent (-0,5 %), la Picardie fait partie des 5 régions dont l'évolution de l'emploi est négative ce trimestre. Au niveau national l'emploi est en légère hausse de 0,2 %.

Avec 1 800 postes de moins, le secteur de l'industrie concentre l'essentiel des pertes d'emplois de la région selon un rythme comparable à celui du trimestre précédent (-1,5 %). Le secteur du commerce est le seul à connaître une nette amélioration : après une

baisse de 0,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2009, il est quasiment stable ce trimestre (-0,1 %). La hausse du secteur des services marchands est essentiellement due à la reprise soutenue du secteur de l'intérim dont le nombre d'emplois a augmenté de 12,8 % au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

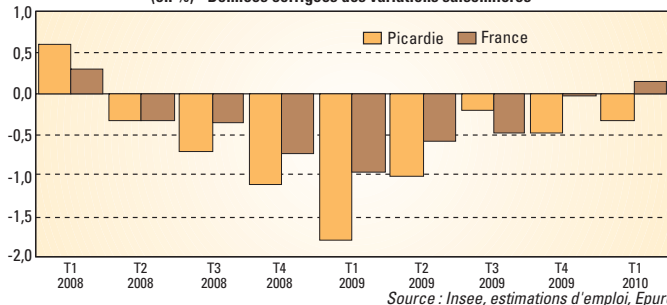
*1*Emplois salariés marchands (y compris intérim) des établissements affiliés à l'URSSAF, en données corrigées des variations saisonnières.

**Taux d'évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand en Picardie et en France métropolitaine - Données CVS en % en fin de trimestre**

	Évolution trimestrielle		Évolution annuelle	
	Picardie	France métropolitaine	Picardie	France métropolitaine
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,0</b>
Industrie	-1,5	-0,9	-6,2	-4,4
Construction	-1,1	0,2	-3,8	-2,3
Commerce	-0,1	0,3	-1,8	-0,8
Services marchands	0,6	0,5	1,4	0,7
<i>dont intérim</i>	<i>12,8</i>	<i>6,2</i>	<i>29,7</i>	<i>19,5</i>

Source : Insee, estimations d'emploi, Epure

**Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand en Picardie et en France métropolitaine (en %) - Données corrigées des variations saisonnières**



**Évolution de l'emploi salarié marchand en Picardie - Données CVS en nombre en fin de trimestre**

	Évolution trimestrielle		Évolution annuelle	Niveau
	4 <sup>e</sup> tr. 2009	1 <sup>er</sup> tr. 2010	1 <sup>er</sup> tr. 2010	1 <sup>er</sup> tr. 2010
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>-1 900</b>	<b>-1 320</b>	<b>-8 135</b>	<b>393 490</b>
Industrie	-1 546	-1 805	-7 535	114 700
Construction	-336	-422	-1 459	36 808
Commerce	-531	-51	-1 405	74 649
Services marchands	512	959	2 264	167 333
<i>dont intérim</i>	<i>696</i>	<i>2 068</i>	<i>4 161</i>	<i>18 167</i>

Source : Insee, estimations d'emploi, Epure

**Les nouvelles estimations d'emploi**

Le système d'estimations d'emploi a connu récemment de profondes transformations méthodologiques qui ont permis d'aller dans le sens d'une meilleure qualité, de délais plus courts, d'une couverture plus large du champ et d'une plus grande richesse de l'information produite.

Mise en production depuis la publication du point conjoncturel régional du 4<sup>e</sup> trimestre 2009, cette nouvelle méthode permet de fournir des données sur l'emploi correspondant à celles du trimestre publié alors qu'auparavant seules les évolutions du trimestre précédent étaient disponibles.

Ces données sont aussi désormais diffusables aussi bien en nombre d'emplois qu'en évolutions et sont comparables avec celles de la France ainsi que d'une région à l'autre.

Quant au champ de diffusion, il est élargi au secteur de l'intérim et aux grandes entreprises nationales (La Poste, France télécom, EDF, SNCF...).

**Source :** les estimations trimestrielles d'emploi salarié s'appuient sur les estimations annuelles d'emploi jusqu'au 31/12/2007 (nouveau système ESTEL basé sur les Déclarations Annuelles de Données Sociales corrigées de la multi-activité et correspondant à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT)) auxquelles sont appliquées des évolutions d'emploi établies à l'aide des déclarations mensuelles et trimestrielles des établissements affiliés aux URSSAF (système EPURE). L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs : La Poste, France Télécom, EDF, GDF, SNCF et RATP. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle Emploi.

**Champ :** les estimations trimestrielles d'emploi sont réalisées selon la nomenclature d'activité française « NAF rev 2 » depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2009. Le champ est celui des emplois salariés des secteurs marchands hors secteurs de l'agriculture et de « l'administration, enseignement, santé humaine et action sociale ». Les activités extra-territoriales sont aussi exclues du champ. Il regroupe les activités les plus sensibles à la conjoncture.

**Au premier trimestre 2010, la hausse du nombre de créations se poursuit : 15,0 % en Picardie et 10,0 % en France<sup>1</sup>. Un nouveau record est atteint avec plus de 3 500 entreprises créées au début de l'année 2010. C'est le nouveau régime d'auto-entrepreneurs qui explique cette forte augmentation. Dans la région, comme en France, les créations sont majoritairement des auto-entreprises (respectivement 64,4 %**

et 60,7 %). Il est difficile d'apprécier si ces créations sont portées par la reprise économique ou s'il s'agit d'une alternative au chômage. Hors auto-entrepreneurs, les créations sont en baisse de 8,8 % dans la région et de 7,5 % au niveau national. Comparé au premier trimestre 2009, début de la mise en place du statut d'auto-entrepreneur, le nombre de créations est en hausse de 38,7 % en Picardie. La hausse est de même ampleur en France (+35,6 %).

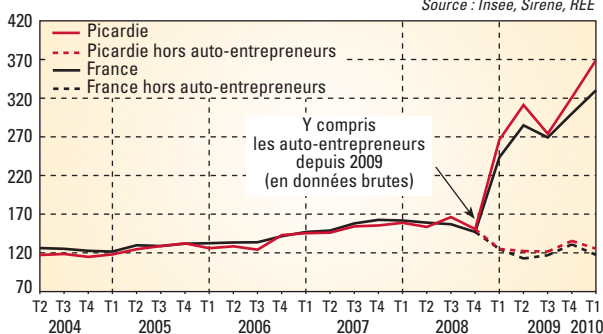
Les secteurs qui participent le plus à cette hausse sont la construction, les activités d'hébergement et de restauration et les services aux ménages. Le poids de ces secteurs représente près plus de 38 % des créations d'entreprises. D'autres secteurs comme dans le commerce ou le soutien aux entreprises sont également créateurs ce trimestre mais leur progression est plus faible.

En revanche, quatre secteurs affichent moins de créations par rapport au trimestre précédent. Les secteurs des transports et des activités financières connaissent des baisses respectives de 30,1 % et 26,5 %. Cependant, le poids de ces secteurs est faible dans la création régionale. Le nombre de créations d'entreprises est en retrait de 3,9 % dans l'industrie et de 4,2 % dans le secteur de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Sur douze mois, plus de 12 200 entreprises ont vu le jour en Picardie. Le nombre de créations d'entreprises augmente davantage dans notre région (+75,1 %) qu'en France (+68,0 %). Les créations progressent dans les trois départements picards (+70,2 % pour la Somme, +71,7 % pour l'Aisne et +79,7 % dans l'Oise).

<sup>1</sup> Seule la composante « hors entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime d'auto-entrepreneurs car on ne peut pas encore mesurer le profil saisonnier des auto-entrepreneurs.

Évolution des créations en France et en Picardie  
Base 100 en 2000 (données CVS)



**Créations d'entreprises par secteur d'activité - données CVS**

	2009	2010	1 <sup>er</sup> tr. 10 /	1 <sup>er</sup> tr. 10 /
	4 <sup>e</sup> tr.	1 <sup>er</sup> tr.	4 <sup>e</sup> tr. 09	1 <sup>er</sup> tr. 09
<b>Picardie dont :</b>	<b>2 634</b>	<b>3 552</b>	<b>15,0</b>	<b>38,7</b>
Industrie	115	157	-3,9	49,7
Construction	359	639	34,4	84,5
Commerce, réparation	661	816	12,0	23,7
Transport	52	46	-30,1	-13,1
Hébergement, restauration	123	161	32,9	27,4
Information et communication	105	129	9,8	9,7
Activités financières	44	46	-26,5	-29,1
Activités immobilières	60	106	13,6	-1,4
Soutien aux entreprises	527	643	14,1	35,8
Enseignement, santé, action sociale	246	232	-4,2	55,1
Services aux ménages	350	572	25,1	64,3
<b>France</b>	<b>142 632</b>	<b>174 990</b>	<b>10,0</b>	<b>35,6</b>

Source : Insee, Sirene REE

**NOTE MÉTHODOLOGIQUE**

**Les enquêtes de conjoncture**

L'Insee effectue des enquêtes nationales auprès des entreprises des secteurs de l'industrie, des services et du bâtiment. Les résultats régionaux sont obtenus en appliquant aux indicateurs nationaux élémentaires la structure régionale des établissements selon leur secteur d'activité et leur taille. Le profil régional est établi à partir des masses salariales de la source CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif).

Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, écarts entre les proportions d'entrepreneurs qui estiment la situation « en hausse » et « en baisse » au regard de la question posée. Les réponses « stable » n'influencent pas la valeur des soldes. Cette représentation améliore la lisibilité sans perte d'information notable.

L'interprétation des soldes d'opinion est fondée sur l'évolution des séries plutôt que sur leur niveau. On peut toutefois comparer les soldes d'opinion à leur moyenne de longue période afin de tenir compte du comportement usuel de réponse des chefs d'entreprise.

**Le taux de chômage**

Le taux de chômage est estimé à partir de l'Enquête Emploi et en adoptant les critères européens. Est définie comme chômeur toute personne qui déclare ne pas avoir travaillé au cours d'une semaine déterminée, être à la recherche active d'emploi et être disponible dans les 15 jours qui suivent pour prendre un travail.

**Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)**

Depuis 2009, les demandeurs d'emploi sont répartis en cinq catégories (A, B, C, D et E). La catégorie A concerne les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (anciennement catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite).

**Les estimations d'emploi**

L'évolution de l'emploi est basée sur les bordereaux récapitulatifs de cotisations adressés par les employeurs à l'URSSAF. Les données concernent l'ensemble de l'économie hors secteurs de l'agriculture et secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale).

**Les créations d'entreprises**

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements.

À partir de 2009, les créations d'entreprises sont diffusées dans la nomenclature agrégée NA fondée sur la NAF rév. 2. Celle-ci permet de mieux suivre les « services » et favorise les comparaisons internationales. Pour plus d'information : voir le site insee.fr rubrique « Définitions et méthodes ».